

DISCOURS DE BORIS VALLAUD

EN RÉPONSE AU DISCOURS DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU PREMIER MINISTRE

ASSEMBLÉE NATIONALE - 1^{er} OCTOBRE 2024

Madame la Présidente,
Monsieur le Premier ministre,
Mesdames et messieurs les ministres,
Mes chers collègues,

Nous sommes au rendez-vous d'une crise morale et politique. Votre gouvernement en est l'expression la plus manifeste et à tout dire la plus inquiétante. Le Président de la République avait, nul ne le conteste, le droit constitutionnel de vous désigner, mais il n'en demeure pas moins que votre nomination est le fruit d'une grave faute politique et institutionnelle dont les conséquences seront profondes et durables. On ne tourne pas impunément en son contraire le résultat du suffrage universel.

J'ai cherché dans votre intervention ce moment de lucidité par lequel vous diriez aux Français « nous avons perdu », « nous nous sommes trompés ». Je dis « nous » mettant dans votre bouche l'encombrant président de la République, sèchement battu dans les urnes. Rien.

Nous ne voyons dans vos propos aucun changement de cap, ni alternance, ni cohabitation. Vous êtes la continuation du macronisme dans sa part la plus à droite, la plus réactionnaire et à tout dire la plus exaltée.

Que penser, en effet, des rodomontades d'un ministre de l'Intérieur gouverné par les préjugés de l'extrême-droite, entre poncifs éculés et fausses vérités. « L'ordre, l'ordre, l'ordre », dit-il. Mais de quel ordre parle-t-il ? De celui qui règne à Budapest ? De l'ordre qui se défie de la Constitution et remet en cause l'État de droit ? Il y a l'ordre qui cache le désordre et celui qui s'oppose à la Justice. De quel ordre parle-t-il quand il parle d'immigration ? De l'ordre sanglant qui laisse mourir en Méditerranée ? De l'ordre qui prend ses pouvoirs dans la haine ? De ce fameux « ordre des choses » que dénonçait Léon Blum, toujours en contradiction flagrante avec la volonté de justice et d'égalité. Pour nous, socialistes, ce n'est pas l'ordre qui renforce la justice, Monsieur le Premier ministre, c'est la justice qui donne sa certitude à l'ordre.

L'école est mère des batailles ? Mais de quelle école parle-t-on ? Que dire d'une ministre de l'Éducation nationale qui promet de « maintenir » le cap quand le cap est mauvais. Que dire d'un ministre délégué qui n'a jamais caché son attachement à l'école privée quand c'est l'école publique qui doit être la priorité et la mixité sociale l'impératif. Les urgences de l'école sont ailleurs que dans la poursuite coûte que coûte du choc des savoirs... Nous ne cesserons jamais de dénoncer le malthusianisme de la politique éducative de la droite guidée, non par l'ambition d'offrir une place pour chacun, mais par le souci que chacun reste à sa place.

Vous dites que la situation des finances publiques est alarmante et promettez un « budget de vérité et d'efforts ».

Quelle vérité ? Celle que l'on demande depuis des mois sans l'obtenir, celle qui révèle les mensonges coupables de Monsieur Le Maire et de ceux qui, au gouvernement désormais, l'ont soutenu ? Allez-vous à votre tour proposer aux Français d'insoutenables trajectoires de finances publiques et une austérité qui leur coûtera cher ?

Quels efforts, quelles économies et surtout pour qui ? Pour celles et ceux que nous avons applaudi à 20h et qui paieront, avec la réforme des retraites, un impôt sur la vie ? Ou pour les passagers clandestins de la solidarité nationale, les multinationales et les ultra-riches ? Vous parlez pour ceux-là d'impôts « exceptionnels » mais la justice fiscale ne s'accommode pas d'arrangements exceptionnels.

Le niveau de vie des Français, une priorité ? Comment vous croire alors que vous ne parlez jamais d'augmenter les salaires et si peu, en vérité, le Smic ? Nous défendons pour notre part la valeur du travail. Nous voulons parler de travail. Des conditions de travail, de santé au travail, du temps de travail et du temps libéré, de l'organisation du travail.

Comment parler de niveau de vie des Français, encore, sans prendre à bras le corps la situation de cette jeunesse qui par milliers grossit les rangs des banques alimentaires ? Sans engager aussi la grande bataille du logement et en particulier du logement social, exsangue après sept ans de macronisme ? Sans nourrir l'ambition que l'urgence climatique commande en matière de rénovation thermique des logements...

Améliorer le fonctionnement et l'accès aux services publics, promettez-vous encore ? Mais quelle est votre conception du service public ? Notre conviction de socialiste est claire : quand l'État social recule, les inégalités avancent et les injustices prospèrent. Les Français les plus modestes, aux prises avec des services sociaux chamboulés par l'austérité, la vôtre, fragilisés par des réformes toujours suspicieuses, en sont comme toujours les premières victimes. La République sociale reste pour nous la meilleure façon de faire durablement front républicain.

Monsieur le Premier ministre, si le pouvoir a quitté l'Élysée, il n'est pas à Matignon désormais. Il est ici au Palais Bourbon. C'est ici qu'est le cœur battant de la démocratie. Vous avez il y a quelques jours déclaré ne pas être en cohabitation avec le Président de la République. Nous en faisons le constat sans céder à la résignation. J'ignore combien de temps durera votre ministère, mais considérez dès à présent que vous êtes ici en cohabitation avec le Parlement, avec la représentation nationale, avec la volonté populaire.

Monsieur le Premier ministre, en dépit des apparences, il y en a bien une de majorité absolue. C'est celle des vies difficiles. La majorité absolue des Françaises et des Français qui ont dit leur colère et leur refus d'une politique, qui ne se préoccupe pas d'eux, de leurs angoisses, de leurs souffrances. La majorité absolue de celles et ceux qui se désespèrent de leurs conditions de travail, de leur salaire, de leurs factures, de leur santé, de leur sécurité, de leur retraite, de leurs enfants, comme de l'avenir de la planète.

Vous ne la voyez pas, cette majorité, parce que vous ne voulez pas la voir, la comprendre et lui proposer un autre chemin. Nous serons donc à son service.

Héritiers d'une vieille famille, le socialisme, notre rôle d'opposition c'est de convertir l'alerte en perspective et la critique en action. En me retournant sur l'histoire longue de notre République, je constate que certaines des plus grandes conquêtes qu'ont mené les socialistes l'ont été alors qu'ils ne disposaient pas de majorité.

Monsieur le Premier ministre, c'est donc ici que nous nous opposerons à toute régression sociale, à toute atteinte aux droits fondamentaux, que nous nous opposerons à la suppression de l'AME ou à la mise en œuvre de la réforme des retraites. Mais c'est aussi ici que nous socialistes, avec le Nouveau front populaire, avec les majorités républicaines les plus larges, nous proposerons, débattrons et que nous voterons la régulation de l'installation des médecins ; c'est ici que nous proposerons, nous débattrons et que nous voterons un statut des mamans solo ; mais aussi une loi sur le grand âge, les mesures de justices fiscales, une loi sur la vie chère Outre-Mer, des mesures fortes contre les violences faites aux femmes... Nous serons ici de tous les combats qui amélioreront la vie des Françaises et des Français.

Nous sommes aux services des Français quand vous demeurerez au service du Président. En deux mots : nous légiférerons, vous exécuterez.

Monsieur le Premier ministre, vous avez parlé de respect, nous avons montré tout au long de notre histoire que nous étions des opposants respectueux des institutions, des démocrates adultes capables de construire des compromis à chaque fois que nous avions mandat pour le faire, et que les circonstances le permettaient.

Nous, comme socialistes et comme républicains, nous respectons nos adversaires, nous respectons leurs électeurs, tous les électeurs, sans exception et sans distinction. Nous respectons le peuple français, en bloc.

Nous respectons les institutions, les règles, et, en toutes circonstances, la lettre et l'esprit des lois de la République et d'abord la Constitution.

Nous respectons le débat d'idées, la liberté d'opinion, les convictions qui ne sont pas les nôtres.

Nous avons même la faiblesse de penser que ce respect est la condition même de toute démocratie, nous qui avons toujours été des partisans de la raison, de la modération et du dialogue, autant que d'un réformisme radical dont nous serons ici les acteurs.

Nous avons toujours choisi l'intérêt supérieur de la nation au détriment de toutes les autres considérations, et nous avons bien l'intention de continuer à le faire.

C'est cela que nous voulons que les Françaises et les Français comprennent : nous ne sommes pas seulement fidèles et loyaux envers les engagements que nous avons pris en nous présentant unis devant eux avec toute la gauche faisant front populaire, nous sommes fidèles et loyaux à la démocratie, au suffrage universel et à la République, à l'esprit de responsabilité qui est le nôtre depuis toujours.

Monsieur le Premier ministre, la majorité des députés devant vous a été élue par l'élan démocratique du Front républicain. Partout dans la société, des femmes et des hommes ont refusé la fatalité de la défaite, ont refusé la fatalité de l'accession au pouvoir de l'extrême-droite. Cette majorité de députés n'était tenue que par une seule promesse, une seule fidélité, un seul engagement. Ne rien céder à l'extrême-droite.

Cet engagement est ébranlé du seul fait que vous-même, comme le parti Les Républicains, avez récusé le front républicain. Cet engagement est ébranlé par le seul fait que beaucoup de celles et de ceux, ici-même, qui ont bénéficié de ce front républicain l'ont oublié une fois leur élection acquise. Cet engagement est ébranlé du seul fait que votre avenir dépend du Rassemblement national qui vous accorde d'ores et déjà sa confiance a priori. Pour ce qui nous concerne, nous n'avons aucune leçon à recevoir de ces maquignons du patriotisme occupés à mettre en pièce leur propre patrie. Mais pour ce qui vous concerne, la leçon semble avoir été bien apprise qui se récite dans votre gouvernement même. Quelle est donc, Monsieur le Premier ministre, cette majorité de revers dont vous espérez la bienveillance ? En vérité, une sinistre majorité de connivence à laquelle, je le dis à Monsieur Attal, aucun socialiste ne saurait se rallier sans se trahir. Quel qu'en soit le prix, il est à tout Républicain authentique trop cher payé.

Monsieur le Premier ministre, nous contestons votre gouvernement comme votre projet politique car nous considérons qu'il ne respecte pas la volonté des Français telle qu'ils l'ont exprimé au suffrage universel direct.

Si nous choisissons, en conscience et en responsabilité, de provoquer dans quelques jours un vote de défiance à l'encontre de votre gouvernement, c'est précisément au nom de cette responsabilité oubliée par beaucoup de ceux qui vous soutiennent, même si c'est du bout des bois et dans le silence de leurs applaudissements. C'est au nom de cette responsabilité, et parce que c'est notre devoir démocratique le plus élémentaire de le faire, que nous vous censurerons.
